

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00181]

**23 AOUT 2014. — Arrêté royal portant statut pécuniaire du personnel ambulancier non pompier des zones de secours — Erratum**

Au *Moniteur belge* du 22 octobre 2014, deuxième édition, il y a lieu d'apporter la modification suivante :

A la page 81790, dans le texte français de l'article 41, les mots « 50, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> » doivent être lus comme "51, 3<sup>o</sup>".

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2015/201618]

**24 MARS 2015. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion du Service social collectif, institué par l'article 4, 5) de la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale**

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale, articles 4, 5) et 8, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 19;

Vu le règlement d'ordre intérieur élaboré par le Comité de gestion du Service social collectif en sa réunion du 12 janvier 2015;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, 5) de la loi précitée du 12 mai 2014, il est institué un "Comité de gestion du Service social collectif" compétent pour les matières visées aux articles 30 à 37 de la loi;

Considérant qu'en vertu de l'article 8, § 1<sup>er</sup> de la même loi précitée du 12 mai 2014, pour chaque comité de gestion visé à l'article 4, un règlement d'ordre intérieur établi par le comité de gestion et approuvé par les ministres de tutelle détermine le mode de fonctionnement du comité de gestion, les attributions de l'administrateur général et les conditions dans lesquelles le comité de gestion peut déléguer certaines de ses attributions à des comités techniques qu'il crée au sein de l'Office ou à des fonctionnaires de l'Office;

Sur la proposition du Comité de gestion du Service social collectif,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur établi en sa réunion du 12 janvier 2015 par le Comité de gestion du Service social collectif est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Bruxelles, le 24 mars 2015.

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE BLOCK

## ANNEXE

Art. N1. Annexe unique. REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE DE GESTION DU SERVICE SOCIAL COLLECTIF.

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR  
DU COMITE DE GESTION DU SERVICE SOCIAL COLLECTIF

Pris en exécution de l'article 19 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale et de l'article 8 de la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale.

Ce règlement d'ordre intérieur s'applique au comité de gestion visé à l'article 4, 5) de la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale et concerne les matières visées aux articles 30 à 37 de cette loi.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00181]

**23 AUGUSTUS 2014. — Koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het ambulancepersoneel van de hulpverleningszones dat geen brandweerman — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 22 oktober 2014, tweede editie, moet de volgende wijziging worden aangebracht :

Op bladzijde 81790, in de Nederlandse tekst van artikel 41 moeten de woorden "50, § 1, 3<sup>o</sup>" gelezen worden als de woorden "51, 3<sup>o</sup>".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2015/201618]

**24 MAART 2015. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van de Gemeenschappelijke sociale dienst, ingesteld bij artikel 4, 5) van de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels**

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels, artikelen 4, 5) en 8 § 1;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, artikel 19;

Gelet op het huishoudelijk reglement opgesteld door het Beheerscomité van de Gemeenschappelijke sociale dienst in zijn vergadering van 12 januari 2015;

Overwegende dat volgens artikel 4, 5) van voormelde wet van 12 mei 2014, een "Beheerscomité van de Gemeenschappelijke sociale dienst" opgericht wordt bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 30 tot 37 van de wet;

Overwegende dat in toepassing van artikel 8, § 1 van voormelde wet van 12 mei 2014, voor elk beheerscomité bedoeld in artikel 4 een huishoudelijk reglement dat wordt opgesteld door het beheerscomité en wordt goedgekeurd door de voogdijministers de werkwijze van het beheerscomité en de bevoegdheden van de administrateur-generaal bepaalt alsook de voorwaarden waaronder het beheerscomité bepaalde van zijn bevoegdheden kan overdragen aan technische comités die het binnen de Dienst opricht of aan ambtenaren van de Dienst;

Op de voordracht van het Beheerscomité van de Gemeenschappelijke sociale dienst,

Besluit :

**Artikel 1.** Het huishoudelijk reglement, opgesteld door het Beheerscomité van de Gemeenschappelijke sociale dienst in zijn vergadering van 12 januari 2015 wordt goedgekeurd, zoals het in bijlage bij onderhavig besluit wordt gevoegd.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Brussel, 24 maart 2015.

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE BLOCK

## BIJLAGE

Art. N1. Enige bijlage. HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET BEHEERSCOMITE VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE SOCIALE DIENST

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET BEHEERSCOMITE  
VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE SOCIALE DIENST

Genomen in uitvoering van artikel 19 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg en van artikel 8 van de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels

Huidig huishoudelijk reglement is van toepassing op het in artikel 4, 5) van de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels bedoelde beheerscomité en heeft betrekking op de in de artikelen 30 tot 37 van deze wet bedoelde aangelegenheden.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *DES REUNIONS  
DU COMITE DE GESTION*

Art. 1<sup>er</sup>. Le comité de gestion est convoqué par son président au moins deux fois par mois, un lundi, sauf durant le mois d'août.

Le calendrier annuel des réunions, établi par le président après consultation de l'administrateur général, est communiqué par le secrétariat aux membres au cours du mois de novembre de l'année qui précède.

Le comité est convoqué, en outre, chaque fois que son président le juge utile ou à la demande :

- 1° du ministre de tutelle ou du commissaire du gouvernement;
- 2° du ministre du Budget ou du commissaire du gouvernement du Budget;
- 3° de l'administrateur général;
- 4° d'au moins deux membres.

Le président fixe l'ordre du jour des séances après consultation de l'administrateur général.

Les demandes de convocation émanant des personnes visées à l'alinéa 4, 1° à 3°, doivent être adressées par écrit au président ou introduites au cours de la séance du comité de gestion. Elles déterminent les points dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

Le membre qui désire voir inscrire une question à l'ordre du jour, doit en faire la demande, par écrit, au président.

Art. 2. Les convocations aux réunions du comité de gestion sont signées par l'administrateur général et envoyées au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion. En cas d'urgence ce délai peut être réduit à trois jours ouvrables.

Elles mentionnent les lieu, date et heure de la réunion ainsi que les points inscrits à l'ordre du jour. Ceux-ci font l'objet d'une note soumise pour information ou qui doit faire l'objet d'une décision.

Art. 3. Les réunions du comité de gestion ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent aux réunions du comité sont tenues de respecter le caractère confidentiel des documents qui leur sont communiqués, ainsi que des délibérations et des votes.

Art. 4. Lors de chaque réunion, les membres du comité de gestion signent une liste constatant leur présence. La liste de présence est certifiée exacte par le président.

CHAPITRE II. — *DES DELIBERATIONS ET DES VOTES*

Art. 5. Les séances sont ouvertes, suspendues et closes par le président.

Art. 6. Le comité de gestion délibère sous la présidence de son Président, qui dirige les débats et assure la police de la réunion.

Aucun membre ne peut prendre la parole sans l'avoir demandée et obtenue du président.

En l'absence du président, les séances du comité de gestion sont présidées par l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint.

Art. 7. Seules les questions inscrites à l'ordre du jour peuvent être examinées. Toutefois, le comité de gestion peut décider par consensus des membres présents d'examiner séance tenante toute autre question ne figurant pas à l'ordre du jour.

L'examen d'une question inscrite à l'ordre du jour est ajourné à la réunion suivante lorsque le président, le représentant du Ministre de tutelle, le représentant du Ministre du Budget, l'administrateur général ou deux membres au moins en expriment le désir, en séance ou par écrit avant la réunion. L'examen d'une question ne peut toutefois être ajourné à deux reprises ni être renvoyé à une date ultérieure ou indéterminée qu'avec l'accord du comité de gestion. En cas d'urgence, l'ajournement ne peut être prononcé qu'à l'unanimité des membres présents.

Art. 8. Le comité de gestion ne délibère valablement que lorsque la moitié au moins des membres représentant les organisations d'employeurs et la moitié au moins des membres représentant les organisations de travailleurs sont présents.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les décisions d'octroi de primes, interventions et avantages sociaux peuvent être valablement prises dès qu'au moins un membre représentant les organisations d'employeurs et un membre représentant les organisations de travailleurs sont présents.

HOOFDSTUK I. — *DE VERGADERINGEN  
VAN HET BEHEERSCOMITE*

Art. 1. Het Beheerscomité wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter minstens twee keer per maand, op maandag, behalve in de maand augustus.

De jaarkalender van de vergaderingen, die door de voorzitter wordt opgesteld na raadpleging van de administrateur-generaal, wordt in de loop van de maand november van het voorgaande jaar door het secretariaat aan de leden meegedeeld.

Het beheerscomité wordt daarenboven bijeengeroepen telkens als de voorzitter het nodig acht of wanneer hierom wordt verzocht door :

- 1° de voogdijminister of de regeringscommissaris;
- 2° de minister van Begroting of de regeringscommissaris van Begroting;
- 3° de administrateur-generaal;
- 4° tenminste twee leden.

De voorzitter stelt de agenda vast van de vergaderingen na raadpleging van de administrateur-generaal.

De verzoeken komende van de personen beoogd in het vierde lid, 1° tot 3°, dienen schriftelijk gericht te worden aan de voorzitter of moeten ingediend worden tijdens een vergadering van het beheerscomité. Zij vermelden de punten waarvan zij de inschrijving op de agenda vragen.

Het lid dat een bepaald punt op de agenda wenst te plaatsen, dient dit schriftelijk mee te delen aan de voorzitter.

Art. 2. De oproepingen tot de vergaderingen van het beheerscomité worden door de administrateur-generaal ondertekend en minimum acht dagen vóór de datum van de vergadering gestuurd. In dringende gevallen kan deze termijn tot op drie werkdagen worden verkort.

Ze vermelden plaats, datum en uur van de vergadering alsook de agenda. Deze maakt deel uit van een informatie-nota of van een nota die tot een beslissing moet leiden.

Art. 3. De vergaderingen van het beheerscomité zijn niet openbaar. De personen die de vergaderingen van het comité bijwonen dienen de vertrouwelijke aard van de hun medegedeelde documenten en van de beraadslagingen en stemmingen te eerbiedigen.

Art. 4. Bij elke vergadering ondertekenen de leden van het beheerscomité een aanwezigheidslijst. Deze lijst wordt door de voorzitter voor juist verklaard.

HOOFDSTUK II. — *DE BERAADSLAGINGEN EN STEMMINGEN*

Art. 5. De voorzitter opent, schorst en sluit de vergaderingen.

Art. 6. Het beheerscomité beraadslaagt onder voorzitterschap van zijn voorzitter, die de debatten leidt en het gezag over de vergadering uitoefent.

Geen enkel lid mag het woord nemen zonder het te hebben gevraagd en het van de voorzitter te hebben verkregen.

Bij afwezigheid van de voorzitter worden de zittingen van het beheerscomité voorgezeten door de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal.

Art. 7. Enkel de aangelegenheden die op de agenda voorkomen kunnen worden behandeld. Het beheerscomité kan evenwel bij consensus beslissen gedurende de zitting om het even welke andere aangelegenheid te onderzoeken die niet op de agenda is ingeschreven.

De behandeling van een aangelegenheid die op de agenda staat, wordt uitgesteld tot de volgende vergadering indien de voorzitter, de vertegenwoordiger van de voogdijminister, de vertegenwoordiger van de Minister van Begroting, de administrateur-generaal of ten minste twee leden hierom verzoeken, hetzij ter zitting hetzij schriftelijk vóór de vergadering. De behandeling van een aangelegenheid kan nochtans geen tweemaal worden uitgesteld, noch tot een latere of onbepaalde datum verdaagd tenzij met instemming van het beheerscomité. In geval van dringende bijeenroeping kan de verdaging slechts met eenparigheid van stemmen der aanwezige leden worden uitgesproken.

Art. 8. Het beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen als ten minste de helft van de leden die de werkgeversorganisaties en ten minste de helft van de leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen aanwezig zijn.

In afwijking van het eerste lid kunnen de beslissingen tot toekenning van premies, tegemoetkomingen en sociale voordelen op een geldige manier worden genomen op voorwaarde dat minstens één lid dat de werkgeversorganisaties vertegenwoordigt en één lid dat de werknemersorganisaties vertegenwoordigt, aanwezig zijn.

Par membre présent au sens du présent article, il convient d'entendre aussi bien le membre présent physiquement que celui qui, ne pouvant pas assister à tout ou partie de la réunion, donne procuration à un autre membre issu, selon le cas, d'une organisation d'employeurs ou de travailleurs pour le représenter lors des scrutins.

Pour être valable, la procuration doit être conforme à un modèle préalablement approuvé par le comité de gestion. Elle doit être transmise au secrétariat avant le début de la réunion à laquelle elle se rapporte.

Une même personne ne peut honorer plus d'une procuration lors de chaque vote.

Lorsque la condition prévue au premier alinéa n'est pas remplie, cette circonstance est actée au procès-verbal de la réunion et mentionnée sur la convocation de la réunion suivante.

Pour les points pour lesquels le quorum n'a pas été atteint, il n'y a pas de quorum requis pour voter valablement lors de la réunion suivante.

En cas d'urgence, il peut être recouru à la procédure de consultation par voie électronique ou par fax prévue par l'article 13.

Art. 9. Lorsque le président a déclaré clos les débats sur une question, il formule la proposition sur laquelle le comité est invité à se prononcer.

Art. 10. Les membres du comité votent en principe à main levée. Le vote a lieu au scrutin secret lorsque le comité le décide et, en tout cas, lorsqu'il s'agit de questions relatives à des membres du personnel.

Le vote a lieu immédiatement et le président en fait connaître aussitôt le résultat. Celui-ci est acté au procès-verbal.

Art. 11. Ne peuvent prendre part au vote qu'un nombre égal de membres représentant les organisations d'employeurs et de membres représentant les organisations de travailleurs. En cas de disparité, le ou les membres les plus récemment nommés de la partie en surnombre ne peuvent participer au vote; en vue de rétablir la parité le président, ou l'administrateur général en cas d'application de l'article 6, alinéa 3, désigne ce ou ces membres avant de procéder au vote.

Art. 12. Les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité absolue des membres participant au vote; les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de cette majorité. A parité de voix, la proposition est rejetée.

Art. 13. Pour les affaires urgentes, le président est autorisé à titre exceptionnel à procéder à la consultation des membres par voie électronique ou par fax.

A cet effet, il demande au secrétariat d'adresser à chacun des membres, par messagerie électronique ou par fax avec en pièces jointes un bulletin de vote sous la forme d'un fichier word, le texte des résolutions proposées, les notes au comité de gestion ainsi que, le cas échéant, l'avis du commissaire du Gouvernement représentant le ministre du Budget et d'autres documents ou informations de nature à permettre aux membres du comité de gestion de se prononcer en connaissance de cause. Ce bulletin mentionne le numéro des notes et reproduit le texte des résolutions. Les membres du comité de gestion disposent d'un délai de trois jours ouvrables pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est exprimé en face de chaque résolution proposée sur le bulletin de vote, par le mot: « oui », « non » ou « abstention ». La réponse est adressée au secrétariat du comité de gestion également par messagerie électronique ou par fax. Tout membre n'ayant pas répondu dans le délai imposé est considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les membres du comité de gestion peuvent exiger du Président ou de l'administrateur général les explications complémentaires qu'ils jugent utiles. Ils peuvent aussi accompagner leur vote de remarques ou commentaires éventuels.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues à l'article 12 du présent règlement d'ordre intérieur. Le résultat de la consultation écrite et les remarques ou commentaires éventuels sont consignés dans un procès verbal établi par le secrétariat du comité de gestion et signé par le Président ou par l'Administrateur général. Ce procès-verbal comporte la mention de l'application du présent article et la réponse de chaque membre à chaque résolution. Il est aussitôt transmis aux membres du comité de

Met "aanwezig lid" in de zin van onderhavig artikel wordt zowel het fysiek aanwezige lid bedoeld als het lid dat niet of aan slechts een gedeelte van de vergadering kan deelnemen, en dat een volmacht geeft aan een ander lid van een organisatie van werkgevers of werknemers, al naargelang het geval, om hem te vertegenwoordigen bij de stemmingen.

Om geldig te zijn, dient de volmacht conform te zijn aan een model dat voorafgaandelijk is goedgekeurd door het beheerscomité. De volmacht moet vóór de vergadering waarop zij betrekking heeft, bij het secretariaat worden ingediend.

Dezelfde persoon kan niet meer dan één volmacht krijgen bij elke stemming.

Is de in het eerste lid vermelde voorwaarde niet vervuld, dan wordt deze omstandigheid in de notulen der vergadering geacteerd en in de oproeping tot de volgende vergadering vermeld.

Voor de punten waarvoor het quorum niet bereikt is, is er geen quorum vereist om geldig te stemmen in de volgende vergadering.

Voor uiterst dringende aangelegenheden mag de voorzitter uitzonderlijk de leden elektronisch of per fax raadplegen zoals bepaald in artikel 13.

Art. 9. Wanneer de voorzitter de debatten over een aangelegenheid voor gesloten heeft verklaard, formuleert hij het voorstel waarover het beheerscomité wordt verzocht zich uit te spreken.

Art. 10. De stemming in het beheerscomité geschiedt principieel met handopsteken. De stemming is geheim wanneer het beheerscomité dit beslist en in elk geval, wanneer het over de leden van het personeel gaat.

De stemming heeft onmiddellijk plaats en de voorzitter deelt dadelijk de uitslag ervan mede. Deze wordt in de notulen opgetekend.

Art. 11. Aan de stemming kunnen slechts een gelijk aantal leden deelnemen die respectievelijk de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen. Bij een ongelijk aantal mag het jongst benoemde lid of mogen de jongst benoemde leden van de boventallige partij niet aan de stemming deelnemen; dit lid (deze leden) wordt (worden) vóór de stemming door de voorzitter, of ingeval van toepassing van artikel 6, derde lid door de administrateur-generaal aangeduid teneinde de pariteit te herstellen.

Art. 12. De beslissingen van het beheerscomité worden genomen bij volstrekte meerderheid van de leden die aan de stemming deelnemen; de onthoudingen komen niet in aanmerking voor het berekenen van de meerderheid. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Art. 13. Voor dringende aangelegenheden mag de voorzitter uitzonderlijk de leden elektronisch of per fax raadplegen.

Hiertoe vraagt hij het secretariaat om per e-mail of per fax aan elkeen van de leden, en met in de bijlage een stemformulier in Word-formaat, de tekst van de voorgestelde resoluties, de nota's aan het beheerscomité, evenals, in voorkomend geval, het advies van de Regeringscommissaris die de Minister van Begroting vertegenwoordigt en andere documenten of informatie te sturen die de leden van het beheerscomité toelaten om zich met kennis van zaken uit te spreken over de betreffende aangelegenheid. Op het stemformulier staan de nummers van de nota's en de tekst van de resoluties vermeld. De leden van het beheerscomité beschikken over een termijn van drie werkdagen om schriftelijk hun stem kenbaar te maken.

De stemming wordt uitgebracht naast de betreffende resolutie op het stemformulier met één van de volgende termen: "ja", "neen", of "onthouding". Het antwoord wordt per e-mail of per fax aan het secretariaat van het beheerscomité gestuurd. De stemmen van de leden die niet binnen de vastgestelde termijn antwoorden, zullen als een onthouding worden genoteerd. Binnen deze termijn kunnen de leden van het beheerscomité bijkomende informatie vragen aan de voorzitter of aan de administrateur-generaal indien zij dit nuttig achten. Zij kunnen hun stemming tevens vergezeld doen gaan van eventuele opmerkingen of commentaren.

De beslissingen worden aangenomen na raadpleging onder de meerderheidsvoorwaarden bedoeld bij artikel 12 van onderhavig huishoudelijk reglement. Het resultaat van de schriftelijke raadpleging en de eventuele opmerkingen of commentaren worden betekend in de notulen die door het secretariaat van het beheerscomité worden opgesteld en door de voorzitter of de administrateur-generaal worden ondertekend. In deze notulen wordt de vermelding van de toepassing van onderhavig artikel ingevoegd evenals het antwoord van elkeen van de leden op iedere resolutie. Deze notulen worden onmiddellijk per

gestion et aux commissaires du Gouvernement par messagerie électronique ou par fax. Le délai de recours des commissaires du Gouvernement commence à courir à partir du lendemain de cette notification

Le procès-verbal est soumis pour approbation définitive au Comité de gestion lors de sa prochaine séance.

Art. 14. Chaque membre peut se faire assister par un technicien de son choix à condition d'en avoir informé le président au moins trois jours ouvrables avant la réunion en indiquant la question pour laquelle cette assistance est prévue. Le président en avertit aussitôt les autres membres. Dans ce cas, et pour cette question, tout autre membre pourra choisir également un technicien sans avoir à respecter la formalité d'information susvisée.

Pour chaque question inscrite à l'ordre du jour, les membres ne peuvent se faire assister que par un technicien.

Aucun membre du personnel de l'Office ne peut être choisi comme technicien.

L'administrateur général peut en tout temps se faire assister par des agents de l'Office lors des débats sur une question portée à l'ordre du jour.

Les techniciens ainsi que les agents de l'Office doivent quitter la séance lorsque les débats sur la question qui motive leur présence sont déclarés clos par le président; ils ne peuvent assister aux votes ni à l'examen des autres questions figurant à l'ordre du jour.

Art. 15. Le président peut, sur décision du comité de gestion, appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des représentants des administrations, des établissements publics ou des organismes d'intérêt public ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes. L'invitation doit intervenir par la voie hiérarchique normale. Les modalités de consultation sont déterminées pour chaque cas particulier. Le comité de gestion ou les comités techniques peuvent également décider d'appeler en séance des membres du personnel.

Art. 16. Les dispositions des articles 13 et 15 ne sont pas applicables chaque fois qu'il s'agit de problèmes relatifs à des personnes.

### CHAPITRE III. — DU SECRETARIAT

Art. 17. L'administrateur général est responsable du secrétariat du comité de gestion. En cette qualité, il est chargé de constituer les dossiers à soumettre au comité.

Art. 18. L'administrateur général désigne parmi les membres du personnel de l'Office, la personne chargée du secrétariat et qui, à ce titre, assiste aux réunions du comité.

Art. 19. Le secrétariat rédige le procès-verbal. Celui-ci résume succinctement les débats et mentionne les décisions intervenues ainsi que les résultat des votes.

Art. 20. Les procès-verbaux des séances et les documents destinés au comité de gestion sont rédigés en français et en néerlandais.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres une semaine avant la prochaine réunion.

Le procès-verbal d'une séance est approuvé au cours de la séance suivante. Il est signé par le président et l'administrateur général.

### CHAPITRE IV. — DE LA GESTION JOURNALIERE

Art. 21. L'administrateur général est chargé de la gestion journalière.

Art. 22. Pour l'application de l'article 10 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, les pouvoirs de gestion journalière sont définis comme comportant tous actes administratifs et judiciaires habituellement nécessaires pour l'accomplissement des missions imparties à l'Office par la loi ou les règlements en conformité avec les directives tracées par le Comité de gestion ainsi que tous actes administratifs et judiciaires normalement exigés pour l'exécution des décisions prises par le Comité de gestion du Service social collectif ou pour la bonne marche des services et, notamment en matière de service social collectif, signer les décisions prises en exécution des articles 30 à 37 de la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale.

e-mail of per fax naar de leden van het beheerscomité en de Regeringscommissarissen gestuurd. De termijn om hoger beroep in te stellen voor de Regeringscommissarissen begint te lopen vanaf de dag na deze kennisgeving.

De notulen worden tijdens de volgende zitting aan het beheerscomité voorgelegd voor definitieve goedkeuring.

Art. 14. Ieder lid mag zich laten bijstaan door één technicus die hij kiest, mits de voorzitter ten minste drie werkdagen vóór de vergadering hiervan kennis te geven en hierbij aan te duiden voor welke aangelegenheid deze bijstand is bedoeld. De voorzitter deelt dit onmiddellijk aan de overige leden mee. In dit geval zal elk ander lid voor dezelfde aangelegenheid eveneens een technicus kunnen kiezen zonder tot de hogervermeld kennisgeving verplicht te zijn.

Voor elk punt mogen de leden slechts een beroep doen op de bijstand van één technicus.

Geen enkel personeelslid van de Dienst kan als technicus worden gekozen.

De administrateur-generaal kan zich bij de debatten over een aangelegenheid die op de agenda voorkomt, te allen tijde laten bijstaan door ambtenaren van de Dienst.

De technici en de ambtenaren van de Dienst moeten de zitting verlaten wanneer de debatten over de aangelegenheid, waarvoor zij werden uitgenodigd, door de voorzitter gesloten worden; zij mogen noch de stemmingen, noch de behandeling der andere aangelegenheden die op de agenda voorkomen, bijwonen.

Art. 15. De voorzitter mag, op beslissing van het beheerscomité, voor het onderzoek van speciale problemen het advies inwinnen van de vertegenwoordigers van besturen, van openbare instellingen of van instellingen van openbaar nut, alsook van bijzondere bevoegde personen. De uitnodiging dient langs de normale hiërarchische weg te geschieden. De wijze van raadpleging wordt voor elk afzonderlijk geval bepaald. Het beheerscomité kan eveneens beslissen personeelsleden in vergadering op te roepen.

Art. 16. De bepalingen van de artikelen 13 en 15 zijn niet van toepassing telkens wanneer het gaat om problemen die op personen betrekking hebben.

### HOOFDSTUK III. — HET SECRETARIAAT

Art. 17. De administrateur-generaal staat in voor het secretariaat van het beheerscomité. In die hoedanigheid is hij belast met het samenstellen van de dossiers die aan het beheerscomité worden voorgelegd.

Art. 18. Onder de personeelsleden van de Dienst duidt de administrateur-generaal de persoon aan die met het secretariaat is belast en die dusdanig de vergaderingen van het comité bijwoont.

Art. 19. Het secretariaat maakt de notulen op. Deze geven een bondige samenvatting van de debatten en behelzen de genomen beslissingen en de uitslag van de stemmingen.

Art. 20. De notulen van de vergaderingen en de documenten bestemd voor het beheerscomité worden in het Nederlands en in het Frans opgesteld.

De notulen worden één week vóór de volgende vergadering aan de leden gezonden.

De notulen van een vergadering worden in de volgende vergadering goedgekeurd. Zij worden door de voorzitter en de administrateur-generaal ondertekend.

### HOOFDSTUK IV. — HET DAGELIJKS BEHEER

Art. 21. De administrateur-generaal is belast met het dagelijks beheer.

Art. 22. Voor de toepassing van artikel 10 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg worden de bevoegdheden van het dagelijks beheer bepaald als diegene die al de administratieve en gerechtelijke handelingen behelzen die gewoonlijk nodig zijn tot het vervullen van de opdrachten waarmede de Dienst door de wet of de reglementen is belast, overeenkomstig de door het beheerscomité gegeven richtlijnen, alsook alle administratieve of gerechtelijke handelingen die normaal vereist zijn voor de uitvoering van de beslissingen van het Beheerscomité van de Gemeenschappelijke sociale dienst of voor de goede gang der diensten en, namelijk inzake gemeenschappelijke sociale dienst, de beslissingen genomen in uitvoering van de artikelen 30 tot 37 van de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels ondertekenen.

Art. 23. En plus des pouvoirs visés à l'article 22, l'administrateur général exerce tous autres pouvoirs pour lesquels délégation lui a été accordée par le comité de gestion en application de l'article 10, alinéa 5, de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale.

Art. 24. L'administrateur général peut déléguer à l'administrateur général adjoint ainsi qu'à d'autres membres du personnel un ou plusieurs des pouvoirs visés à l'article 22 ou la signature de certaines pièces et correspondances y afférentes. Ces délégations ne pourront être attribuées qu'aux agents des niveaux A, B ou C, pour autant que ces derniers soient au moins titulaires de l'échelle de traitement CA 1. Elles ne pourront être conférées aux agents subordonnés que pour les actes pour lesquels le chef de service a également été délégué. Elles ne pourront être sous-déléguées. Elles seront portées à la connaissance du comité de gestion pour information.

L'administrateur général peut également en tout temps, s'il le juge opportun, soumettre au comité de gestion pour décision une question relevant de la gestion journalière ou des pouvoirs pour lesquels délégation lui a été accordée par le comité de gestion.

Art. 25. L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général dans l'exécution de toutes les tâches qui lui sont confiées. Il assiste également aux réunions du comité de gestion.

En cas d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint.

En cas d'empêchement de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint, les pouvoirs visés aux articles 22 et 23 sont exercés par le plus ancien des membres du conseil de direction de niveau A5 présent. Au cas où deux ou plusieurs membres du Conseil de direction de niveau A5 auraient la même ancienneté, le plus âgé remplace l'administrateur général.

Art. 26. Dans tous les actes administratifs et judiciaires qui ne sont pas des actes de gestion journalière au sens de l'article 22 ou pour lesquels une délégation de pouvoirs n'a pas été accordée à l'administrateur général par le comité de gestion et notamment dans tous actes d'acquisition, d'aliénation ou de location immobilière, l'Office est représenté par le Président et par l'administrateur général, qui agissent conjointement en son nom et pour son compte.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mars 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité général de gestion de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale, institué par l'article 4, 5) de la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale

Art. 23. Buiten diegene die bij artikel 22 zijn bepaald heeft de administrateur-generaal alle andere bevoegdheden die hem door het beheerscomité werden overgedragen bij toepassing van artikel 10, vijfde lid van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging.

Art. 24. De administrateur-generaal kan aan de adjunct-administrateur-generaal en andere personeelsleden één of meer van de door artikel 22 beoogde bevoegdheden overdragen. Die overdrachten kunnen slechts worden toegekend aan personeelsleden van het niveau A, B of C, voor zover deze laatsten ten minste titularis zijn van de weddenschaal CA 1. Ze kunnen slechts worden verleend voor de handelingen die ook aan het diensthoofd werden overgedragen. Ze kunnen niet verder overgedragen worden. Zij worden aan het beheerscomité ter kennisgeving medegedeeld.

Indien hij het gewenst acht, kan de administrateur-generaal eveneens te allen tijde aan het Beheerscomité een aangelegenheid voorleggen die behoort tot het dagelijks beheer of tot de bevoegdheden die hem door het beheerscomité werden overgedragen.

Art. 25. De adjunct-administrateur-generaal staat de administrateur-generaal bij voor de uitvoering van alle hem opgedragen taken. Hij woont eveneens de vergaderingen van het beheerscomité bij.

Ingeval de administrateur-generaal verhinderd is, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal.

Indien de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal verhinderd zijn, worden de bij artikelen 22 en 23 bedoelde bevoegdheden uitgeoefend door diegene onder de aanwezige leden van de directieraad van niveau A5 die de hoogste anciënniteit heeft. Indien twee of meer leden van de directieraad van het niveau A5 dezelfde anciënniteit hebben, vervangt de oudste de administrateur-generaal.

Art. 26. In al de administratieve en gerechtelijke handelingen die geen handelingen van het dagelijks beheer zijn in zin van artikel 22, of waardoor aan de administrateur-generaal door het Beheerscomité geen bevoegdheidsoverdracht werd verleend, en inzonderheid in alle handelingen betreffende het verwerven, het vervreemden of het huren van een onroerend goed, wordt de Dienst vertegenwoordigd door de voorzitter en door de administrateur-generaal die samen in zijn naam en voor zijn rekening handelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 24 maart 2015 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Algemeen Beheerscomité vande Dienst voor de bijzondere sociale zekerheidsstelsels, ingesteld bij artikel 4, 5) van de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere sociale zekerheidsstelsels.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT**

[C - 2015/24089]

**11 MARS 2015. — Arrêté royal exécutant les articles 47/7, § 3 et 47/8 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, L., 3<sup>o</sup>, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les articles 47/7, § 3, et 47/8, insérés par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences;

Vu la concertation avec le gouvernement de la Communauté flamande, le gouvernement de la Communauté française et le Collège réuni de la Commission communautaire commune;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 16 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2015;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU**

[C - 2015/24089]

**11 MAART 2015. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 47/7, § 3 en 47/8 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, L., 3<sup>o</sup>, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikelen 47/7, § 3, en 47/8, ingevoegd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden;

Gelet op het overleg met de regering van de Vlaamse Gemeenschap, de regering van de Franse Gemeenschap en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 16 december 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, gegeven op 23 januari 2015;